La lettre du Maire

Montataire le 22 février 2013

Montataire
VILLE DE L'OISE

PUNCH METAL EX STILL
ASSEZ DE MANOEUVRES ET DE TERGIVERSATIONS

Depuis plusieurs semaines maintenant la situation de l'entreprise PUNCH METAL à CREPY EN VALOIS et à MONTATAIRE (ex STILL) fait la une de l'actualité de façon très inquiétante. Nos pensées vont d'abord aux salariés des deux sites qui vivent un véritable cauchemar après avoir mis leur espoir dans le projet de reprise de leurs usines. La façon dont ils sont traités est tout simplement scandaleuse quand on sait qu'il a été proposé aux 65 salariés de MONTATAIRE de démissionner pour toucher 2000 € de prime !! C'est scandaleux, illégal et honteux s'adressant à des femmes et des hommes qui ont été licenciés par STILL alors que le carnet de commandes était plein !

Bien-sûr notre municipalité n'est pas restée inactive ces dernières semaines. J'ai été en contact régulier avec les représentants du personnel de STILL qui attendent eux leur licenciement pour les prochaines semaines, mais qui sont toujours sur le site. J'ai interpellé Préfet, Sous-Préfet, député pour demander la convocation rapide d'une réunion de l'ensemble des acteurs de ce dossier. Monsieur Guido DUMAREY a pris des engagements sur le plan de l'emploi et de la production industrielle en contre-partie de plusieurs millions de fonds publics destinés à aider à la reprise.

IL DOIT RESPECTER SES ENGAGEMENTS, IL DOIT CESSER DE CONSIDERER SES SALARIES COMME DU « BETAIL » ! EST-IL UN NOUVEAU BERNARD TAPIE ?!

Mais le groupe KION, propriétaire de STILL, dont les actionnaires sont la banque GOLDMAN-SACHS et le fond de pension KKR, qui est le premier responsable de la situation actuelle par sa décision de fermer son usine de MONTATAIRE et de licencier 240 salariés alors qu'il y avait du travail, n'en est pas quitte. Ce groupe a cédé le site à PUNCH-METAL à l'euro symbolique en contre-partie de 65 embauches d'ex salariés STILL, plus 50 dans un deuxième temps.

IL DOIT FAIRE RESPECTER L'ACCORD QU'IL A SIGNE !

Enfin, l'Etat avec qui les accords ont été négociés doit en être le garant. Rappelons que c'est bien la mobilisation, la lutte des salariés de STILL avec le soutien de la population de MONTATAIRE qui ont imposé une solution de reprise du site. Commencées sous la présidence SARKOZY, les négociations se sont terminées sous la présidence HOLLANDE après que ce dernier se soit engagé quelques jours avant les présidentielles à faire de ce dossier STILL une priorité. Le ministère de l'industrie, sous l'égide duquel se mènent les discussions actuellement, a les moyens, s'il en a la volonté, d'imposer le respect des accords à Guido DUMAREY. En effet celui-ci, non content d'avoir créé cette situation à CREPY et MONTATAIRE, est en train de mettre en place la reprise de GENERAL MOTORS à STRASBOURG avec … 900 salariés !!

Une nouvelle réunion doit avoir lieu au ministère ce vendredi 22 février entre ce « repreneur d'entreprises » particulier et les autorités préfectorales de notre département, alors que l'on sait que le site de CREPY est en redressement judiciaire.

IL FAUT DANS LES PROCHAINS JOURS LA TENUE D'UNE « TABLE RONDE ». CELA NE PEUT PLUS ATTENDRE !

Notre municipalité appelle la population de notre ville à exprimer, sous toutes les formes possibles, sa solidarité avec les salariés, sa volonté de voir cette affaire STILL se terminer positivement pour l'emploi et la production industrielle, au moment où le chômage frappe durement nombre de nos concitoyens.

Jean-Pierre BOSINO
Maire de MONTATAIRE